

Le dispositif « Engagement étudiant » dans le BTSA : un enjeu prioritaire pour la DGER ! PAS POUR NOUS !

En octobre 2022, l'Inspection de l'Enseignement Agricole a rendu son rapport à la DGER qui lui avait confié la commande suivante : « Proposer un dispositif pour les BTSA relatif à l'engagement étudiant ou citoyen en rapport avec le dispositif pour les BTS de l'Éducation Nationale et en s'appuyant sur l'expérience en CAP-Bac Pro de l'Enseignement Agricole ».

Lors du groupe de travail CNEA du 13 juin 2024, lors de la présentation des réflexions sur le dispositif « engagement étudiant » dans le BTSA, les représentant es de l'Élan commun ont d'emblée exprimé leur refus de déploiement de ce dispositif.

La Note de service DGER/SDES/2025-497 « Création d'une unité facultative et examen associé visant à reconnaître l'engagement étudiant pour les apprenants de BTSA » a été publiée le 30 juillet 2025. Elle présente les modalités de mise en œuvre de l'unité facultative « Valoriser les acquis d'un engagement étudiant » en BTSA (cadre général, conditions de recevabilité des candidatures à cette unité, objectifs et modalités d'évaluation). Cette unité facultative entre en vigueur pour la session d'examen 2028 et peut être choisie par les apprenant es autorisé es dès la rentrée scolaire 2026 pour le cycle de formation de BTSA 2026-2028.

https://info.agriculture.gouv.fr/boagri/instruction-2025-497

Pour nous, dans ce dispositif, nous considérons TOUJOURS :

- que la valorisation professionnelle prend le dessus par rapport à la nature citoyenne. L'« engagement citoyen » devient l'« engagement étudiant ». La partie professionnelle peut en effet être le support de l'évaluation. C'est une erreur à notre sens ! Pour bon nombre d'étudiant·es , leur "petit boulot" est purement alimentaire et ne peut constituer le support d'une telle unité !
- qu'aucun bilan n'a été tiré du dispositif « engagement citoyen », déjà en place en Bac Pro et en CAP, et qui fonctionne difficilement dans les établissements. De même, nous n'avons aucun retour du dispositif similaire mis en place à l'Éducation Nationale.
- que sa mise en place se fera SANS MOYENS puisque la mise en œuvre de l'unité facultative nécessite un engagement de l'équipe éducative qui repose sur le volontariat.
- qu'on se contente d'une évaluation SANS un module de formation. Se posent alors les questions suivantes : comment évaluer un élément qui n'a pas été enseigné ? Comment évaluer un engagement ? Comment le quantifier en mettant une note sur 20 ?
- que d'après leur statut, les CPE n'ont pas en charge l'évaluation des élèves et étudiant·es ; idem pour les personnels de direction qui, dans leur carrière, n'ont pas tous·tes été enseignant·es ; et encore moins un personnel administratif, technique ou de santé de l'établissement.

La mise en place du dispositif « Engagement étudiant » dans le BTSA : c'est ENCORE et TOUJOURS NON !

